



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/369
8 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 101 de l'ordre du jour provisoire*

CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES

Application de la résolution 48/112 de l'Assemblée générale

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 3	2
I. TENDANCES MONDIALES DU TRAFIC ET DU TRANSIT ILLICITES DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES	4 - 8	2
II. CONVERSION DES CRÉANCES EN DES ACTIVITÉS VISANT UNE AUTRE FORME DE DÉVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LA DROGUE . .	9 - 12	4
III. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ABUS ET DU TRAFIC ILLICITE DES STUPÉFIANTS ET DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES	13 - 18	5

* A/49/150.

INTRODUCTION

1. À la section VI de sa résolution 48/112 du 20 décembre 1993 intitulée "Lutte internationale contre l'abus, la production et le trafic illicites des drogues", l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa quarante-neuvième session, sur l'application de cette résolution.
2. Le présent rapport porte sur la section II de cette résolution, qui traite de la lutte internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues. Le chapitre I du présent document donne suite à la demande formulée par l'Assemblée, à savoir que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) analyse les tendances mondiales du trafic et du transit illicites des drogues. Le chapitre II rend compte des progrès réalisés par le PNUCID dans l'élaboration de la notion de conversion des créances en des activités visant une autre forme de développement et le chapitre III fait le bilan des études effectuées sur les conséquences économiques et sociales de l'abus des drogues et du trafic illicite.
3. Il convient de se rappeler que les questions très variées traitées dans la résolution 48/112 sont étroitement liées à des sujets abordés dans d'autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Aussi, pour éviter des répétitions inutiles, les activités entreprises en vue de promouvoir et de suivre la Décennie des Nations Unies contre la drogue 1991-2000, les résultats obtenus dans l'application de la Convention des Nations Unies contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (E/CONF.82/15 et Corr.2) (dont il est question aux paragraphes 3 et 5 de la section II de la résolution 48/112), la mise en oeuvre du Programme d'action mondial adopté par l'Assemblée générale à sa dix-septième session extraordinaire, consacré à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants, et le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (mentionné dans les sections III et IV de la résolution 48/112) sont traités dans d'autres rapports du Secrétaire général (A/49/317 et A/49/345).

I. TENDANCES MONDIALES DU TRAFIC ET DU TRANSIT ILLICITES DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES

4. Au paragraphe 8 de la section II de sa résolution 48/112, l'Assemblée générale priait le PNUCID d'analyser, dans son rapport sur le trafic illicite des drogues, les tendances mondiales du trafic et du transit illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris les méthodes et les itinéraires utilisés, et de recommander les moyens de rendre les États situés sur ces itinéraires mieux à même de s'attaquer à tous les aspects du problème de la drogue.
5. En conformité avec la pratique suivie les années précédentes, la Commission des stupéfiants a examiné les tendances du trafic illicite de drogues au cours de son débat général et par l'intermédiaire des rapports de ses organes subsidiaires, à savoir les réunions régionales des chefs de services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues et la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient. Le rapport de chaque organe subsidiaire contient

/...

une section sur la situation actuelle et une analyse des tendances du trafic illicite des drogues dans la région. Les rapports de ces réunions sont complétés par l'analyse de la situation dans le monde par région qui figure dans le rapport annuel de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

6. Lors de la réunion d'un organe subsidiaire, des groupes de travail spéciaux sont constitués et chargés d'examiner et d'analyser les problèmes les plus importants auxquels les services chargés de la lutte contre le trafic illicite des drogues ont à faire face dans la région. Lors des réunions tenues en 1993 et en 1994, ont été examinés, entre autres, les méthodes utilisées pour cacher la drogue et les variations dans les itinéraires utilisés, l'introduction de meilleures méthodes de coopération entre les services de répression des différents États ainsi que l'adoption et la bonne utilisation de nouvelles techniques d'enquête, en particulier celles mentionnées dans la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. En outre, ces contacts pratiques débouchent souvent sur la conclusion de mémorandums d'accord ou sur la consolidation de ceux qui sont déjà en vigueur. Ceci permet de mettre en commun immédiatement les problèmes intéressant les États voisins et de rechercher des solutions communes et enfin d'institutionnaliser les dispositions nécessaires en vue d'opérations conjointes.

7. Les discussions en groupes de travail ont abouti à formuler des recommandations pratiques qui visent essentiellement les États des régions pour les encourager à s'attaquer aux problèmes, à mettre au point des méthodes de répression efficaces et à développer la coopération entre eux. Pour assurer l'efficacité des mesures de contrôle et de suivi, les organes subsidiaires font le point de l'application des recommandations adoptées aux réunions précédentes et les participants rendent compte des mesures prises. Les réunions des groupes de travail tenues en 1993 et en 1994 ont fait des recommandations sur le recours à la livraison surveillée dans la coopération transfrontières en matière d'enquête, les activités concertées en vue du contrôle des précurseurs, l'amélioration des contrôles transfrontières, l'évaluation des besoins de formation en matière de détection et de répression, les tendances futures du trafic illicite et le blanchiment de l'argent, les mesures destinées à renforcer la coopération régionale en matière de détection et de répression pour déjouer les activités des grands groupes de trafiquants ainsi que les problèmes posés par la lutte contre le trafic illicite des drogues et les activités connexes.

8. L'analyse des tendances récentes dans la région et les recommandations adoptées par les organes subsidiaires sont présentées à la Commission lors de chacune de ses sessions annuelles. Si aucune réunion d'un organe subsidiaire ne s'est tenue entre deux sessions de la Commission, le PNUCID soumet un rapport fondé sur l'analyse des renseignements dont il dispose. En établissant ce rapport, on accorde une attention particulière aux itinéraires de transit lorsque l'on a des renseignements sur ce point.

II. CONVERSION DES CRÉANCES EN DES ACTIVITÉS VISANT UNE AUTRE FORME DE DÉVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LA DROGUE

9. Au paragraphe 11 de la section II de la résolution 48/112, l'Assemblée générale a pris note du fait que le PNUCID a décidé d'étudier la notion de la conversion des créances en des activités visant une autre forme de développement dans le domaine de la lutte internationale contre la drogue et prié le Directeur exécutif du Programme d'informer la Commission des stupéfiants des progrès réalisés dans ce domaine.

10. En 1991, le PNUCID a pris l'initiative de mettre au point la notion de la conversion des créances au profit de la lutte contre la drogue (debt-for-drugs) qui visait essentiellement à convertir la dette publique bilatérale des pays producteurs très endettés en dette en monnaie locale, dont le service alimenterait un fonds pour une autre forme de développement qui servirait spécifiquement à financer des activités visant une autre forme de développement dans le domaine de la lutte contre les drogues. La Commission des stupéfiants a pris note de cette initiative à sa trente-cinquième session et, par sa résolution 2 (XXXV)¹, a recommandé au Directeur exécutif de prendre de nouvelles mesures pour étudier l'initiative prise par le Programme et de soumettre à la Commission des stupéfiants à sa trente-sixième session un rapport d'activité sur ce sujet. Dans son rapport sur les activités du PNUCID en 1992 (E/CN.7/1993/3), le Directeur exécutif a communiqué à la Commission à sa trente-sixième session des renseignements sur le travail entrepris pour affiner la notion de conversion des créances en des activités visant une autre forme de développement. Le PNUCID a notamment participé à la Réunion du groupe d'experts sur la conversion de l'aide publique bilatérale et à des consultations tenues avec la Banque mondiale et un gouvernement latino-américain.

11. La conversion des créances en activités visant une autre forme de développement peut être considérée comme une nouvelle forme de financement des projets en matière de lutte contre les drogues : en effet, les dettes doivent être converties en activités visant une autre forme de développement, ce qui permet aux gouvernements, par l'intermédiaire de projets de ce genre, de s'attaquer à des problèmes nationaux de développement économique tels que la création de revenus, l'infrastructure rurale et le développement agricole. Les résultats obtenus montrent que la conversion des dettes permet de mettre l'accent sur des questions hautement prioritaires aux échelons national et international. Ces opérations de conversion peuvent aussi servir de catalyseur pour une réorientation plus vaste dans les priorités des gouvernements débiteurs ou dans les priorités des institutions et pays donateurs. Si l'on fait à cette initiative une publicité favorable et, compte tenu de l'effet multiplicateur en monnaies locales des activités des donateurs ou créanciers et de l'assurance que la contribution du créancier sera consacrée à des dépenses hautement prioritaires, les opérations de conversion de la dette peuvent aussi favoriser des apports supplémentaires de devises dans le pays qui ne se seraient pas produits sans cela.

12. Le PNUCID examine les propositions de conversion de la dette et étudie actuellement la possibilité de financer un projet de développement intégré grâce à un système de réduction de la dette. En outre, dans le contexte de la

coordination à l'échelle du système pour les questions de lutte contre l'abus des drogues, le PNUCID a également cherché à développer encore davantage les liens entre les institutions financières internationales et les banques de développement régionales, tout en reconnaissant que la décision incombe aux États bénéficiaires en dernier ressort. À sa trente-septième session, le Directeur exécutif a fait rapport à la Commission sur les efforts réalisés dans ce domaine et un plein appui a été exprimé à l'égard des initiatives du PNUCID visant à établir un dialogue avec les institutions financières internationales, en particulier avec la Banque mondiale et les banques de développement régionales, afin qu'elles introduisent un élément contrôle des drogues dans leurs politiques générales de programmation et de prêt. À ce propos, il a été souligné que les gouvernements devraient plus systématiquement mettre l'accent sur l'élément contrôle des drogues dans les organes directeurs des institutions internationales en vue de parvenir au degré nécessaire de coopération et de coordination interinstitutions.

III. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ABUS ET DU TRAFIC ILLICITE DES STUPÉFIANTS ET DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES

13. Au paragraphe 16 de la section II de sa résolution 48/112, l'Assemblée générale a recommandé à la Commission des stupéfiants d'examiner, à sa trente-septième session, l'étude mondiale sur les conséquences économiques et sociales de l'abus et du trafic illicite des drogues réalisée par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, en même temps que le rapport du Directeur exécutif du PNUCID sur les conséquences économiques et sociales de l'abus et du trafic illicite des drogues, et d'envisager d'inscrire cette question à son ordre du jour.

14. Les conséquences économiques et sociales de l'abus et du trafic illicite des drogues ont été à l'origine traitées par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/142 du 15 décembre 1989. La Commission des stupéfiants a étudié cette question à sa trente-cinquième session², lorsqu'elle a examiné les recommandations du Groupe intergouvernemental d'experts chargés d'examiner les conséquences économiques et sociales du trafic illicite des drogues (E/CN.7/1991/25), ainsi que les observations du Directeur exécutif sur les recommandations du Groupe et ses propositions concernant des mesures de suivi (E/CN.7/1992/11).

15. Le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts (A/C.3/45/8) portait essentiellement sur la question de la disponibilité de renseignements fiables permettant d'évaluer les conséquences économiques et sociales du trafic des drogues, et sur le problème du blanchiment de l'argent. Les participants au Groupe d'experts sont convenus à l'unanimité que l'Organisation des Nations Unies devait absolument mettre au point un système complet et unifié d'informations, qui inclurait des données fiables sur le domaine du trafic illicite des drogues. Dans les observations sur les recommandations du Groupe d'experts, le Directeur exécutif a exprimé l'opinion selon laquelle ce Groupe avait sous-estimé la complexité et la difficulté de la tâche envisagée. Il a souligné que, même au niveau national, les efforts déployés pour créer des systèmes de ce genre n'avaient pas rencontré un succès bien remarquable s'agissant de séries de données aussi vastes (E/CN.7/1992/11, sect. III, par. 16). La Commission est convenue avec le Directeur exécutif que les

/...

problèmes liés à la collecte des données étaient extrêmement complexes et ne seraient pas faciles à résoudre.

16. Le PNUCID s'est efforcé d'étudier cette question plus avant. Les travaux entrepris avec une grande institution de recherche des États-Unis d'Amérique ont essentiellement porté sur l'identification des domaines de l'activité du PNUCID où l'on pourrait améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des renseignements concernant les drogues. En outre, le PNUCID, en consultation avec la Banque mondiale, a effectué une étude sur l'industrie illicite des opiacés et son impact sur l'économie nationale d'un pays d'Asie, qui examine plusieurs aspects de l'industrie illicite des opiacés et évalue ses effets sur les revenus et leur répartition, les recettes en devises et les taux de change, la croissance des disponibilités monétaires et l'inflation, l'épargne et l'investissement et les finances publiques. Cette étude est actuellement examinée avec le gouvernement intéressé, et le PNUCID et la Banque mondiale encouragent les pays donateurs potentiels qui participeront au prochain groupe consultatif patronné par la Banque à discuter de cette situation. Une collaboration entre la Banque mondiale et le PNUCID pour des études analogues est déjà engagée, en particulier pour les principaux pays producteurs de cocaïne de la région andine. Des avant-projets ont déjà été mis au point pour deux études, l'une en Asie, l'autre en Amérique latine.

17. Le PNUCID a également établi un document de synthèse sur les drogues et le développement, qui a été communiqué à l'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et qui doit servir de base au renforcement des relations de travail sur le plan technique entre les deux organisations dans ce domaine. Ce document appelait l'attention sur les liens entre l'abus des drogues et le sous-développement et mettait en évidence des éléments nouveaux en ce qui concerne l'interdépendance entre la réforme de l'économie dans le tiers monde et le phénomène des drogues illicites. En outre, une analyse multi-organisations des conséquences sociales et économiques de l'abus et du contrôle des drogues a été établie par le PNUCID : cette question y était examinée dans un contexte international plus vaste et on y suggérait les moyens d'aborder les questions de prévention et de contrôle de l'abus des drogues de façon constructive et coordonnée. Ces deux documents seront présentés au Sommet mondial pour le développement social qui se tiendra à Copenhague les 11 et 12 mars 1995.

18. Outre les activités résumées dans les paragraphes précédents et pour donner suite à la recommandation spécifique de l'Assemblée générale mentionnée au paragraphe 13 ci-dessus, la Commission des stupéfiants a examiné la question de l'inscription d'un point sur les conséquences économiques et sociales de l'abus et du trafic illicite de drogues à son ordre du jour. La Commission a décidé de repousser l'examen détaillé de ce sujet à sa prochaine session. Lors de l'examen de l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session, plusieurs intervenants ont souligné qu'il était important d'examiner cette question au cours du débat général de la Commission, ce qui permettrait de donner des orientations au PNUCID pour ce qui est des mesures à prendre à l'avenir³. La Commission a donné son accord et l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session tient compte de la position prise par cette dernière.

Notes

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1992, Supplément No 5 (E/1992/25), chap, XI, sect. A.

² Ibid., chap. VI.

³ Ibid., 1994, Supplément No 10 (E/1994/30), chap. VIII, par. 161.
